

# **Orientations relatives aux demandes de confidentialité présentées au cours des procédures de la Commission concernant des pratiques anticoncurrentielles<sup>1</sup>**

(dernière mise à jour: 16/08/2021)

- (1) Lorsqu'une enquête entraîne l'adoption d'une communication des griefs, la Commission donne l'accès aux documents que la DG Concurrence a recueillis, produits et/ou réunis au cours de son enquête. L'accès à ce dossier est accordé sur demande et uniquement aux entreprises/associations d'entreprises destinataires d'une communication des griefs<sup>2</sup>. Si la Commission a décidé, dans une affaire d'entente, d'engager une procédure de transaction, elle communiquera les informations figurant dans son dossier aux parties qui prennent part aux discussions en vue de conclure une transaction avec elle<sup>3</sup>.
- (2) Le droit d'accès au dossier ne s'étend pas aux parties du dossier qui contiennent des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, ni aux documents internes de la Commission ou des autorités de concurrence des États membres [cependant, voir aussi le point (28) ci-dessous]<sup>4</sup>.
- (3) L'accès au dossier est accordé à la condition que les informations ainsi obtenues ne soient utilisées qu'aux fins des procédures judiciaires ou administratives ayant pour objet l'application de l'article 101 ou 102 du TFUE<sup>5</sup>.
- (4) Les entreprises, les associations d'entreprises et les personnes physiques doivent indiquer quels sont les secrets d'affaires et les autres informations confidentielles leur appartenant contenus dans les observations et/ou les documents figurant dans le dossier de la Commission<sup>6</sup>. Cette obligation s'étend aussi aux observations que les destinataires d'une communication des griefs sont susceptibles de présenter.

---

<sup>1</sup> Les présentes orientations concernent les demandes de confidentialité à l'égard des parties à la procédure. Il convient de noter qu'il existe des orientations distinctes en matière de confidentialité aux fins de l'élaboration des versions publiques des décisions de la Commission et des publications connexes. Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, les articles 81 et 82 du traité CE sont devenus respectivement les articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne («TFUE»). Dans les deux cas, les dispositions sont, en substance, identiques. Dans les règlements et les communications adoptés avant le 1<sup>er</sup> décembre 2009, les références aux articles 81 et 82 du traité CE s'entendent comme faites respectivement aux articles 101 et 102 du TFUE.

<sup>2</sup> Article 15 du règlement (CE) n° 773/2004 de la Commission (JO L 123 du 27.4.2004, p. 18).

<sup>3</sup> Article 10 *bis*, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 773/2004 tel que modifié par le règlement (UE) 2015/1348; et points 15 et 16 de la communication de la Commission relative aux procédures de transaction engagées en vue de l'adoption de décisions en vertu des articles 7 et 23 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans les affaires d'entente (JO C 167 du 2.7.2008, p. 1).

<sup>4</sup> Articles 27 et 28 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1); article 15, paragraphe 2, et article 16 du règlement (CE) n° 773/2004; point 10 de la communication de la Commission relative aux règles d'accès au dossier de la Commission dans les affaires relevant des articles 81 et 82 du traité CE, des articles 53, 54 et 57 de l'accord EEE et du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil (JO C 325 du 22.12.2005, p. 7) («communication sur l'accès au dossier»). Voir aussi les affaires jointes C-204/00 P, C-205/00 P, C-211/00 P, C-213/00 P, C-217/00 P et C-219/00 P, Aalborg Portland e.a./Commission, ECLI:EU:C:2004:6, Rec. 2004, p. I-123, point 68.

<sup>5</sup> Voir l'article 16 *bis* du règlement (CE) n° 773/2004, tel que modifié par le règlement 2015/1348; et le point 48 de la communication sur l'accès au dossier.

<sup>6</sup> Article 16 du règlement n° 773/2004.

- (5) Dans certaines circonstances, la Commission peut décider d'accorder l'accès à des documents de son dossier à d'autres stades de la procédure également. En particulier, la Commission peut décider d'accorder l'accès aux contributions essentielles dans les procédures concernant des pratiques anticoncurrentielles autres que les ententes, de même qu'aux réponses à la communication des griefs présentées par écrit. Dans un tel cas, la Commission tient compte des préoccupations légitimes en matière de confidentialité, notamment des craintes de représailles, avant d'accorder l'accès à ces informations<sup>7</sup>.
- (6) Le présent document fournit des orientations concernant l'identification des secrets d'affaires et autres informations confidentielles et expose la façon dont les versions non confidentielles doivent être présentées. En cas de non-respect de ces orientations, la Commission peut considérer que vos observations/documents ne contiennent pas de secrets d'affaires ou autres informations confidentielles<sup>8</sup> et, par conséquent, que vous n'avez pas d'objections à ce que ces informations soient divulguées.
- (7) Pour des orientations sur la manière de transmettre des documents originaux confidentiels, veuillez vous référer aux recommandations relatives à la transmission de documents par voie électronique à la Commission dans le cadre des procédures en matière d'ententes et d'abus de position dominante, disponibles [ici](#).
- (8) Les présentes orientations ne remplacent pas les dispositions correspondantes du droit de l'UE relatives au secret professionnel et aux demandes de confidentialité<sup>9</sup>.

## **I. Qu'entend-on par «secrets d'affaires» et «autres informations confidentielles»?**

- (9) La législation de l'UE relative aux procédures mises en œuvre en application des articles 101 et 102 du TFUE prévoit que les informations ne sont pas communiquées ni rendues accessibles par la Commission dans la mesure où elles contiennent des **secrets d'affaires** ou d'**autres informations confidentielles** appartenant à une personne<sup>10</sup>.
- (10) Les **secrets d'affaires** constituent des informations confidentielles relatives à l'activité d'une entreprise dont non seulement la divulgation au public mais aussi la simple transmission à un sujet de droit différent de celui qui a fourni l'information peuvent gravement léser les intérêts de celui-ci<sup>11</sup>. À titre d'exemple de ce type d'informations, on peut citer: les informations techniques et/ou financières relatives à un savoir-faire, aux méthodes de calcul des coûts, aux secrets et procédés de fabrication, aux sources d'approvisionnement, aux quantités produites et vendues, aux parts de marché, aux fichiers de clients et de distributeurs, à la stratégie commerciale, à la structure des coûts et des prix et à la politique de vente d'une entreprise<sup>12</sup>.

---

<sup>7</sup> À cet égard, voir les points 71 à 74 et 103 de la communication de la Commission concernant les bonnes pratiques relatives aux procédures d'application des articles 101 et 102 du TFUE (JO C 308 du 20.10.2011) (les «Bonnes pratiques»), p. 6.

<sup>8</sup> Article 16, paragraphe 4, du règlement n° 773/2004.

<sup>9</sup> Article 339 du TFUE; règlement (CE) n° 1/2003; règlement (CE) n° 773/2004 et communication sur l'accès au dossier.

<sup>10</sup> Article 16, paragraphe 1, du règlement n° 773/2004.

<sup>11</sup> Affaire T-353/94, Postbank NV/Commission, ECLI:EU:T:1996:119, Rec. 1996 p. II-921, point 87.

<sup>12</sup> Point 18 de la communication sur l'accès au dossier.

- (11) Les **autres informations confidentielles** sont des informations autres que des secrets d'affaires, mais dont la divulgation léserait gravement une personne ou une entreprise. Selon les circonstances du cas d'espèce, il peut s'agir de renseignements fournis par des tiers sur des entreprises qui sont en mesure d'exercer des pressions de nature économique ou commerciale très fortes sur leurs concurrents ou leurs partenaires commerciaux, clients ou fournisseurs. La Cour de justice de l'Union européenne a reconnu le bien-fondé du refus de dévoiler à ces entreprises certaines lettres reçues de leurs clients, car leur divulgation pourrait facilement exposer les auteurs au risque de représailles<sup>13</sup>. Aussi la notion d'autres informations confidentielles peut-elle englober celles qui permettraient aux parties d'identifier les plaignants ou d'autres tiers qui ont le souhait légitime de rester anonymes. La catégorie des autres informations confidentielles comprend en outre les secrets militaires<sup>14</sup>.
- (12) Dans le contexte de la publication des décisions en matière de droit de la concurrence, il ressort de la jurisprudence que les **informations sont considérées comme confidentielles lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies**: i) ces informations ne sont connues que par un nombre restreint de personnes; ii) leur divulgation est susceptible de causer un préjudice sérieux à la personne qui les a fournies ou à des tiers; et iii) les intérêts susceptibles d'être lésés par la divulgation de l'information étaient objectivement dignes de protection<sup>15</sup>. Ces principes sont également appliqués lors de l'examen des demandes de confidentialité dans le contexte des communications des griefs, de l'accès au dossier et des décisions finales.
- (13) Enfin, les noms des personnes non impliquées dans l'infraction peuvent être considérés comme des informations confidentielles dans la mesure où il s'agit de données à caractère personnel qui ne peuvent pas être transférées. Comme pour toute expurgation de données, c'est à l'entreprise qui a fourni le document qu'il appartient de formuler la demande de confidentialité correspondante. Si un nom subsiste dans une version non confidentielle d'un document parce qu'aucune demande de confidentialité n'a été introduite à son sujet, la Commission est en droit d'en déduire qu'«il n'existe aucune raison de penser que ce transfert pourrait porter atteinte aux intérêts légitimes de la personne concernée» en vertu de l'article 9 du règlement (CE) n° 2018/1725<sup>16</sup>.

## **II. Quels sont les éléments qui ne sont pas considérés comme des secrets d'affaires ou autres informations confidentielles?**

- (14) L'appréciation visant à déterminer si une information donnée contient des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles doit s'effectuer au cas par cas. Les informations figurant dans vos observations/documents qui ne sont pas couvertes par

---

<sup>13</sup> Les juridictions de l'Union européenne se sont prononcées sur cette question à la fois dans des affaires d'abus allégué de position dominante (article 102 du TFUE) (affaire T-65/89, BPB Industries et British Gypsum/Commission, ECLI:EU:T:1993:31, Rec. 1993, p. II-389, et affaire C-310/93P, BPB Industries et British Gypsum/Commission, ECLI:EU:C:1995:101, Rec. 1995, p. I-865), et dans des affaires de concentration (affaire T-221/95, Endemol/Commission, ECLI:EU:T:1999:85, Rec. 1999, p. II-1299, point 69 et affaire T-5/02, Laval/Commission, ECLI:EU:T:2002:264, Rec. 2002, p. II-4381, points 98 et suivants).

<sup>14</sup> Paragraphes 19 et 20 de la communication sur l'accès au dossier.

<sup>15</sup> Affaire T-198/03, Bank Austria Creditanstalt AG/Commission, ECLI:EU:T:2006:136, Rec. 2006, p. II-1429, point 71.

<sup>16</sup> JO L 295 du 22.11.2018, p. 39.

les définitions des «secrets d'affaires» et «autres informations confidentielles» [voir les points (10) à (12)] seront considérées comme n'étant pas confidentielles.

- (15) En particulier, les informations relatives à une entreprise qui sont déjà connues en dehors de celle-ci (ou, dans le cas d'un groupe, en dehors de celui-ci) ou en dehors de l'association à laquelle elles ont été communiquées par cette entreprise, ne sont habituellement pas considérées comme confidentielles. Pour qu'une information perde son caractère confidentiel, il suffit qu'elle soit accessible aux milieux spécialisés ou qu'elle puisse être déduite des informations mises à la disposition du public<sup>17</sup>.
- (16) Les informations qui ont perdu leur importance commerciale, par exemple en raison du temps qui a passé, ne peuvent également plus être considérées comme confidentielles. Le Tribunal a estimé et la Cour de justice a confirmé qu'une période de cinq ans était en soi suffisante pour que des informations perdent leur qualification de secrets d'affaires ou autres informations confidentielles<sup>18</sup>. Le traitement confidentiel des informations ne peut être exceptionnellement octroyé à de telles données que s'il est démontré que, malgré leur ancienneté, elles constituent toujours des éléments essentiels de la position commerciale de l'entreprise concernée<sup>19</sup>.
- (17) À titre d'exemple, les types d'informations suivants ne sont habituellement pas considérés comme des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, excepté lorsque cela est dûment justifié (à savoir quand la nécessité de les supprimer de la partie accessible du dossier est démontrée<sup>20</sup>):
- les données provenant d'une autre entreprise et s'y rapportant (comme les annonces de prix, les données sur les ventes, etc.). Toutefois, à titre exceptionnel, les données reçues en application d'un contrat avec une autre entreprise qui en prévoit la confidentialité peuvent être considérées comme confidentielles. Une référence générale à un accord de non-divulgence est insuffisante pour justifier la confidentialité de ces données;
  - les informations rendues publiques en dehors de votre entreprise (comme les prix cibles, les hausses de prix et leurs dates de mise en œuvre, ainsi que les noms des clients, en particulier quand il s'agit d'entreprises);
  - les éléments de fait relatifs à une demande d'immunité d'amendes ou de réduction de leur montant, lorsque ces éléments de fait visent à prouver une infraction alléguée, à moins que leur divulgation ne puisse porter préjudice au programme de clémence de la Commission;
  - les noms et fonctions des personnes liées à l'objet de l'enquête. Si les personnes en question ont été suspectées d'avoir participé à l'infraction présumée ou d'avoir reçu des informations au sujet de cette infraction, leurs noms et fonctions ne peuvent pas être supprimés des versions accessibles des observations/documents.

---

<sup>17</sup> Ordonnance dans l'affaire T-89/96, British Steel/Commission, ECLI:EU:T:1997:77, Rec. 1997, p. II-835, points 26 et 27.

<sup>18</sup> Voir l'affaire T-341/12, Evonik Degussa GmbH/Commission, ECLI:EU:T:2015:51, points 84 et 85, et l'affaire C-162/15 P, Evonik Degussa GmbH/Commission, points 64 à 67.

<sup>19</sup> Voir, par exemple, l'ordonnance dans l'affaire T-271/03, Deutsche Telekom/Commission, ECLI:EU:T:2006:163, Rec. 2006, p. II-1747, point 45.

<sup>20</sup> Voir, par exemple, le point 19 de la communication sur l'accès au dossier.

- (18) Il convient de noter que les **déclarations d'entreprise fournies oralement** dans le cadre d'une demande d'immunité d'amendes ou de réduction de leur montant effectuée au titre de la communication sur la clémence<sup>21</sup> **ne peuvent, par définition, contenir des secrets d'affaires ni d'autres informations confidentielles**, étant donné qu'elles décrivent ce que l'entreprise qui la soumet sait d'une entente ainsi que le rôle joué par l'entreprise dans cette entente<sup>22</sup>.

### III. Comment introduire une demande de confidentialité?

- (19) Dans un souci d'efficience administrative, la Commission suggère vivement d'utiliser la plateforme sécurisée eConfidentiality pour introduire les demandes de confidentialité, négocier et présenter la version non confidentielle finale des documents. Pour de plus amples informations sur la manière de vous enregistrer sur eConfidentiality et sur son utilisation, veuillez consulter le site web de la DG Concurrence (voir [ici](#)). Si vous consentez à l'utilisation d'eConfidentiality, vous n'êtes pas tenu de joindre à votre réponse confidentielle une version non confidentielle de celle-ci. L'équipe chargée de l'affaire prendra spécialement contact avec vous.
- (20) Si vous ne consentez pas à l'utilisation d'eConfidentiality, veuillez fournir dans un premier temps un projet de version non confidentielle de vos observations/documents dans lequel les informations dont vous demandez la confidentialité seront simplement surlignées, de manière à ce qu'elles restent lisibles. Une fois vos demandes de confidentialité acceptées à titre provisoire par la Commission, vous serez invité à présenter une version non confidentielle finale dans laquelle les informations confidentielles seront caviardées. La Commission se réserve le droit de reconsidérer à un stade ultérieur de la procédure son évaluation initiale de vos demandes de confidentialité.
- *Veuillez soumettre une version non confidentielle complète de chaque document pour lequel vous introduisez une demande de confidentialité*
- (21) Vous êtes tenu de soumettre une version non confidentielle de chaque observation/document pour laquelle/lequel vous demandez la confidentialité<sup>23</sup>. Les tampons de confidentialité type sur le papier à lettres à en-tête des cabinets d'avocats et les clauses automatiques de non-responsabilité dans les courriers électroniques ne sont pas considérés comme des demandes de traitement confidentiel.
- (22) La version non confidentielle de vos observations/documents doit **avoir exactement le même nombre de pages et le même format que leur version confidentielle**. Si vous demandez la confidentialité pour des parties d'un document, vous êtes tenu de **fournir une version non confidentielle de L'INTÉGRALITÉ du document**.
- *Veuillez limiter les suppressions à des éléments d'information spécifiques*

---

<sup>21</sup> Communication de la Commission sur l'immunité d'amendes et la réduction de leur montant dans les affaires portant sur des ententes (JO C 298 du 8.12.2006, p. 17) («communication sur la clémence»).

<sup>22</sup> Voir le point 31 de la communication sur la clémence. La Commission demande aux entreprises qui sollicitent la clémence de faire une déclaration en ce sens au moment où elles introduisent leur demande de clémence.

<sup>23</sup> Article 16, paragraphe 2, du règlement n° 773/2004.

(23) En règle générale, vous ne pouvez pas demander la confidentialité pour l'intégralité d'un document ni pour des parties entières d'un document. Il est normalement possible de protéger les informations confidentielles moyennant des suppressions limitées. Les pages totalement blanches ou totalement caviardées ne seront pas acceptées. Veuillez laisser non modifiés au minimum les titres des documents et/ou les titres des colonnes figurant dans les tableaux et les graphiques ainsi que les listes d'annexes éventuelles.

- *Veuillez justifier vos demandes de confidentialité et les accompagner de résumés non confidentiels*

(24) Vous êtes tenu de fournir à la Commission toutes les informations nécessaires pour lui permettre d'évaluer la confidentialité d'une information. C'est pourquoi vous êtes invité à

a. **étayer chaque demande** de confidentialité par écrit en expliquant:

- les raisons pour lesquelles les informations en question constituent un secret d'affaires ou une autre information confidentielle;
- en particulier, en quoi la divulgation de cette information pourrait gravement léser votre entreprise ou causer un préjudice sérieux à une personne ou à une entreprise;

b. **fournir un résumé non confidentiel concis mais pertinent** de chaque information considérée comme confidentielle.

Les mentions standard telles que «secret d'affaires» ou «information connue d'aucune autre partie» non accompagnées d'une justification ne seront pas acceptées. Pour les données chiffrées supprimées, comme les parts de marché ou les chiffres d'affaires, vous êtes invité à indiquer des fourchettes. Pour les données concernant les ventes ou les chiffres d'affaires, veuillez fournir des fourchettes inférieures ou égales à 20 % des montants totaux correspondants. Pour les chiffres relatifs comme les pourcentages de parts de marché, il convient de fournir des fourchettes inférieures ou égales à 5 %.

(25) Il y a lieu de présenter les justifications et les résumés non confidentiels fournis pour chaque information considérée comme confidentielle sous forme de liste. Voir le modèle ci-dessous:

**Exemple: liste des demandes de confidentialité<sup>24</sup> [accessible aux destinataires de la communication des griefs!]**

ID # (si disponible)	Suppressions sur page # de la version confidentielle originale/paragraphe #  (veuillez, le cas échéant, indiquer annexe #, s'il y a	Motivation de la demande de confidentialité	Résumé non confidentiel

<sup>24</sup> Pour de plus amples détails, voir ci-dessous «Exemples de demandes de confidentialité: comment les motiver et fournir des résumés non confidentiels».

	lieu)		

- (26) Les versions non confidentielles des observations/documents et les résumés des informations supprimées doivent être rédigés de manière à permettre à une partie ayant accès aux versions non confidentielles de déterminer si les informations supprimées peuvent être utiles à sa défense. **Il est dès lors très important de fournir des descriptions exactes, lesquelles permettront aux autres parties d'analyser les informations et, si elles le jugent nécessaire, d'introduire auprès de la Commission des demandes d'accès dûment motivées aux informations que vous considérez comme confidentielles.**
- (27) Veuillez noter que, tout comme les versions non confidentielles de vos observations/documents, les résumés non confidentiels et les justifications de vos demandes de confidentialité devront être mis à la disposition des parties qui disposent d'un droit d'accès au dossier. Par conséquent, **veuillez à ce que le tableau contenant les résumés et les justifications de vos demandes de confidentialité ne contienne aucune information confidentielle.** Vérifiez aussi que les propriétés de vos documents électroniques ne contiennent aucune information confidentielle. La Commission considérera que les résumés et les justifications de vos demandes de confidentialité, de même que les propriétés des versions non confidentielles que vous soumettez ne sont pas confidentiels.
- (28) Veuillez noter qu'une information considérée comme confidentielle peut toutefois être divulguée si cette divulgation **est nécessaire pour apporter la preuve d'une infraction alléguée ou pourrait être nécessaire pour disculper une partie**<sup>25</sup>.
- *Veuillez à ce que vos versions non confidentielles soient techniquement fiables*
- (29) L'accès au dossier de la Commission suppose que les versions non confidentielles de vos observations/documents seront mises à la disposition des parties à la procédure au format auquel vous les aurez soumises. Il est de votre responsabilité de veiller à ce que les versions non confidentielles que vous fournissez soient techniquement fiables et à ce que les informations supprimées ne puissent pas être récupérées par quelque moyen que ce soit, y compris au moyen d'outils d'investigation informatique. La Commission décline toute responsabilité en cas de versions non confidentielles insuffisamment expurgées.
- *Examen des demandes d'accès étendu au dossier, divulgation d'informations confidentielles et comparaison avec vos propres demandes de confidentialité concernant vos observations/documents*

---

<sup>25</sup> Points 24, 25 et 42 de la communication sur l'accès au dossier.

- (30) Si vous obtenez l'accès au dossier et que vous présentez ensuite une demande motivée d'accès plus étendu à des informations confidentielles fournies par d'autres entreprises, la Commission examinera si la nécessité de préserver les droits de la défense des parties l'emporte sur le souci de protéger les informations confidentielles d'autres parties. Conformément aux points 24 et 47 de la communication sur l'accès au dossier, la Commission examinera si ces informations sont nécessaires pour apporter la preuve d'une infraction alléguée («document à charge») ou pourraient être nécessaires pour disculper une partie («document à décharge»).
- (31) Lors de l'examen de toute demande de votre part visant à obtenir un accès étendu à des informations dont la confidentialité a été alléguée par d'autres parties, la Commission tiendra compte de la cohérence de votre demande avec toute demande de confidentialité que vous aurez introduite pour vos propres informations.
- (32) Si la Commission a l'intention de divulguer des informations dont vous avez demandé la confidentialité, vous aurez la possibilité de fournir une version non confidentielle du document qui les contient, avec la même valeur de preuve que le document original<sup>26</sup>. Vous pouvez aussi proposer le recours à une procédure de divulgation négociée ou à la procédure de la salle d'information si vous pensez que cette procédure permettrait de mieux protéger la confidentialité de vos informations et de faciliter l'échange d'informations confidentielles<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> Point 25 de la communication sur l'accès au dossier.

<sup>27</sup> Points 95 à 98 des Bonnes pratiques.



## Exemples de demandes de confidentialité: comment les motiver et fournir des résumés non confidentiels

Au cours des procédures relatives à des pratiques anticoncurrentielles, les entreprises sont invitées à fournir une motivation pour l'ensemble de leurs demandes de confidentialité, de même que des résumés non confidentiels, sous forme de tableau contenant les rubriques reprises dans le tableau ci-dessous.

Ce tableau fournit des exemples de motifs possibles pour les demandes de confidentialité et des exemples de résumés non confidentiels. Veuillez noter que ce tableau est fourni à titre d'exemple et n'est pas exhaustif.

ID # (si disponible)	Suppressions sur page # de la version confidentielle originale/paragraphe # (indiquer annexe #, s'il y a lieu)	Motivation de la demande de confidentialité	Résumé non confidentiel
ID 548-34 <sup>28</sup>	Pages 1 à 3	A négocie des prix avec B. La connaissance de sa stratégie tarifaire par B compromettrait gravement les positions de négociation de A dans les négociations en cours et pour les contrats de fourniture à venir.	Réunion du conseil d'administration du [DATE] concernant la stratégie tarifaire à l'égard de B.
ID 548-39	Page 6	Projet potentiel avec un concurrent de B. Le projet est toujours viable. La connaissance des détails de ces discussions compromettrait les perspectives commerciales actuelles et à venir de A.	Correspondance interne par courriel du [DATE] concernant les livraisons destinées à [NAME OF A COUNTRY/GEOGRAPHIC AREA].
ID 549-22	Page 18	Informations récentes concernant les coûts de production et les bénéfices et autres informations financières	Informations commerciales et stratégiques relatives aux opérations de A, incluant des informations sur les coûts de production et les

<sup>28</sup> Il s'agit d'un exemple de référence à un numéro collectif (ID), qui regroupe sous un numéro ID unique (dans ce cas-ci, 548) tous les documents reçus au moyen d'un seul et même envoi, et dans laquelle un numéro d'identification individuel est attribué à chaque document (dans ce cas-ci, 34).

		importantes pour la stratégie et les relations commerciales actuelles de l'entreprise.	bénéfices et d'autres informations financières.
ID 549-22	Pages 54 à 57	Le document contient des détails sur la stratégie commerciale de A et des informations sensibles sur des données commerciales essentielles qui ne sont pas connues du public. Leur transmission au fournisseur B léserait gravement les intérêts commerciaux de A et révélerait sa stratégie à l'égard de B, ce qui nuirait à la position de A dans de futures discussions avec B au sujet de contrats de fourniture.	Document de synthèse interne - Diagramme du [DATE] concernant les volumes, la tarification, la structure des contrats et la stratégie commerciale pour [PRODUCT AND GEOGRAPHIC AREA CONCERNED].
ID 549-25	Pages 2 à 6	Noms et/ou rôle/titre et/ou autres informations à caractère personnel permettant l'identification d'individus non concernés par l'enquête. Leur divulgation est susceptible de nuire aux intérêts personnels de ces individus.	«Nom d'un individu» ou «Salarié de l'entreprise A» ou «Informations à caractère personnel».
ID 550	-	Pas de demande de confidentialité <sup>29</sup> .	-
ID 551	Pages 2, 5 et 8	Les suppressions concernent une évaluation interne de comptes rendus de	Comptes rendus des réunions avec B du [DATE].

<sup>29</sup> Dans le cas où vous ne demandez pas la confidentialité pour un document, il convient aussi de le signaler explicitement dans le tableau comme indiqué ci-dessus. Une autre solution consiste à énumérer séparément tous les documents pour lesquels la confidentialité n'est pas demandée. En tout état de cause, vous êtes tenu de renoncer explicitement à la confidentialité pour tous les documents dans lesquels aucune suppression de données confidentielles n'a été effectuée.

		réunions tenues avec B. A entretient des relations commerciales avec B. Si elles sont révélées, ces informations donneront à B des indications sur les stratégies de négociation et les hypothèses internes de A, ce qui nuirait gravement à la position de A dans ses futures discussions avec B.	
ID 555	Page 5	Discussions privées avec des individus qui ne sont pas concernés par l'enquête.	Discussions privées.
ID 600	Pages 2, 4, 5 et 8	Rendez-vous privés dans l'agenda personnel d'un salarié de l'entreprise.	Rendez-vous privés.
ID 603	Page 3	Données d'identification d'un salarié d'un client qui n'est pas concerné par l'enquête.	Données d'identification de salariés de clients non concernés par l'enquête.
ID 650	Page 1	Noms d'individus (autre que le PDG, le chef de marque et le responsable du marketing) ayant participé à une réunion interne au cours de laquelle des questions liées à l'enquête n'ont été abordées qu'incidemment.	Données d'identification de salariés non concernés par l'enquête.
ID 717	Page 12	Informations internes relatives à la planification stratégique concernant la quantité et le coût des matières premières, des obligations contractuelles, des procédés techniques, des	Informations internes relatives à la planification stratégique.

		brevets, etc.	
ID 1204	Page 1	Discussion interne concernant la situation financière de l'entreprise (politique en matière d'actif et de passif et termes de cette politique, politique salariale, etc.).	Discussion interne concernant la situation financière de l'entreprise.
ID 1212	Page 18	Informations relatives à des produits/services non concernés par l'enquête en cours.	Informations relatives à/aux [PRODUCT X; SERVICES Z], lesquels ne sont pas concernés par l'enquête en cours.
ID 1581	Page 14	Informations concernant les relations commerciales bilatérales avec un client (procès-verbal d'une réunion) qui ne sont pas divulguées à d'autres concurrents.	Informations concernant les relations commerciales bilatérales avec un client.